Troisième partie

Le territoire saisi par les savoirs

⋆

Le territoire urbain est quadrillé par des savoirs techniques, des savoirs experts – « la rue géométriquement définie par un urbanisme » (Certeau, 1990 : 173). Ces savoirs de la rationalité et de la planification, produits par des professionnels, sont lestés des modes de légitimation et des formes d'autorité propres à la science : comme l'écrit Jürgen Habermas, « la somme de savoir technique accumulé ne se limite plus aux techniques des métiers traditionnels acquises d'une façon pragmatique, elle a pris la forme d'informations scientifiques susceptibles de mise en valeur technologique » (Habermas, 1973 : 80). Ainsi, leur efficacité pratique tient aux qualités d'objectivité, de neutralité et d'universalité, qui leur sont associées.

Les chercheurs qui, comme Certeau ou Habermas, adoptent une perspective tant politique qu'épistémologique, se préoccupent de ces savoirs experts pour en réfléchir les incidences sur le quotidien. Ce faisant, ils postulent une coupure, ou au moins une distinction, entre le registre de l'expertise et celui de la vie quotidienne. Nous pouvons reprendre à notre compte et poursuivre les interrogations portées par ces chercheurs dans trois directions : d'une part, en les transposant à la situation contemporaine ; d'autre part, en les dirigeant vers la question du « territoire », qui n'est pas toujours au centre de leurs analyses ; enfin, en les nourrissant des avancées méthodologiques ouvertes par les sciences de l'information et de la communication, qui invitent à prêter particulièrement attention aux médiations et aux circulations (à la mise en trivialité, Jeanneret 2008) d'objets, de personnes, de signes.

Les modalités réciproques de *circulation des savoirs* et de *configurations des territoires* peuvent alors se déplier en un ensemble de questions :

- Comment sont produits des savoirs surplombants sur les territoires, englobant des situations et des objets singuliers ? Que contribuent-ils à invisibiliser des particularités locales d'un territoire et de l'expérience vécue de ses usagers ? Comment participent-ils, ou non, de processus de standardisation et de généralisation ?

- Comment ces savoirs décontextualisés sont-ils mis en circulation et sollicités localement, par des acteurs pluriels, dans des logiques différentes ? Comment participent-ils de stratégies d'imposition ou sont-ils mis au service de tactiques d'évitement ?

- Par quelles médiations ces savoirs interviennent-ils dans la configuration des territoires tout en y étant eux-mêmes (re)-configurés ? En particulier, comment

peut-on observer le développement récent de la *médiation professionnalisée* (Jeanneret, 2008 : 117) qui saisit de manière experte des pratiques en apparence informelles (les interactions, la créativité…) ou qui convertit des savoirs empirico-analytiques en éléments rhétoriques ?

Ces questions ouvertes animent les contributions de cette partie de l'ouvrage, qui s'attachent à expliciter et à approfondir notre compréhension des processus à l'œuvre dans la configuration des territoires par des savoirs experts et/ou autorisés (tels que ceux des médias ou des politiques publiques). Ceux-ci contraignent, sans totalement arraisonner, nos pratiques journalières, imprévues, éphémères, des pratiques « délinquantes » qui occupent les interstices des lieux et des discours.

Mais ces questions n'ont pas vocation à recevoir à leur tour une réponse abstraite et universelle, puisque cela reviendrait à détruire l'objet même sur lequel nous souhaitons produire de l'intelligibilité. Isabelle Garcin-Marrou nous invite à être vigilant.e.s sur ce point en nous rappelant qu'« il n'est pas du ressort de la recherche d'adopter une position normative sur les savoirs-pouvoirs politiques relatifs aux territoires urbains », mais que les propos des chercheur.se.s ne sont pas neutres puisque « sortir d'une approche compréhensive des savoirs profanes, c'est risquer immédiatement de reprendre le point de vue d'un savoir autorisé, d'autant plus dans un travail émanant d'un lieu – l'université – en soi représentatif du pouvoir ».

C'est pourquoi les questions qui servent d'entrée dans l'analyse constituent un guide de problématisation et de lecture qui sera réactualisé de manière toujours singulière dans chaque enquête, en fonction de chaque objet de recherche et de ses particularités. Les chapitres qui suivent témoignent de la pluralité des approches possibles pour rendre compte des incidences réciproques des savoirs experts et des configurations du territoire et de ses acteurs ; leurs objets sont hétérogènes, de même que les points saillants qui y sont développés, mais elles ont en partage la volonté de restituer des savoirs dans leur vie sociale, discursive et spatiale, de manière toujours différenciée et située.

Dans le chapitre introductif de cette partie, Isabelle Garcin-Marrou opère un double mouvement de retour réflexif et d'inscription sur le temps long de ses propres recherches sémiopolitiques sur les représentations médiatiques des violences dites « urbaines ». Elle vise ainsi à identifier le plus finement possible les enjeux de savoir-pouvoir qu'affronte la recherche portant sur des territoires urbains altérisés afin de trouver les façons de s'en déprendre pour en rendre compte par l'analyse communicationnelle.

Marie Hamid s'intéresse ensuite aux dispositifs de concertation urbaine, qu'elle observe sous le double registre articulé des représentations qui président à leur mise en place et des appropriations qui en sont faites par les protagonistes dans telle situation (ici, le projet d'aménagement de l'espace Mazagran de Lyon entre 2011 et 2013). Elle montre alors comment « il émerge de la concertation une diversité de représentations territoriales qui sont autant de points de vue situés. Cette multiplicité résulte de la combinaison entre représentations singulières sur le faire-concertation

et faire-représentation et changement de rôle d'acteur en fonction du contexte et des figures mobilisées ».

Valérie Colomb centre son chapitre sur le chiffre et ses usages. Elle en examine les propriétés culturelles et signifiantes avant d'en interroger l'opérativité comme outil de médiation dans la mise en place de politiques publiques notamment environnementales. Son analyse des chiffres présentés par la presse des collectivités territoriales dans ce cadre montre comment le chiffre suture en apparence les territoires en construisant du commun et du partageable dans des contextes linguistiques, culturels, politiques, économiques et réglementaires très variés.

Pascal Robert montre comment la BD offre une théorie (implicite) du paysage en mouvement et du paysage traversé qui vient nourrir la compréhension contemporaine du paysage. Le cas exemplaire d'Hergé et de Tintin, qui traversent aussi bien l'histoire (de 1929 à 1976) que les paysages, lui permet de rendre compte de la manière dont logistique et paysage participent pleinement du récit. Il met en avant dans son analyse « ce qui va être au cœur de notre modernité, à savoir cette impérieuse logistique qui, désormais, fait littéralement nos paysages et configure nos perceptions / représentations ».

Pour appréhender de manière raisonnée des éléments empiriques hétérogènes, Thomas Bihay propose une approche méthodologique qui se saisit du concept de « panoplie » (Labelle 2007) pour rendre compte de la circulation des industries créatives du global au local. En observant la manière dont projets, actions, acteurs ou territoires se présentent comme participant, voire faisant partie intégrante des industries créatives, il montre comment cette circulation contribue à la cohérence de cette panoplie et, de ce fait, concourt à son déploiement et à son renforcement.

Dans le chapitre conclusif de cette partie, Julia Bonaccorsi explore « la fabrique d'une sociabilité symbolique de et dans l'espace public urbain à partir de sa médiatisation numérique définie comme une dimension de la ville intelligente ». La déconstruction des rhétoriques visuelles, des mises en récit et des mises en spectacle de la « ville intelligente » sont autant d'étapes d'une enquête dont la portée critique ne réside pas dans la dénonciation d'un discours mais dans l'explicitation des procédés de lissage à l'œuvre dans un récit aux « propriétés narratives [...] à la fois situées et génériques, puisque fondées sur des constituants stéréotypiques de l'économie numérique ».

Bibliographie

CERTEAU, Michel de (1990), *L'invention du quotidien*, Paris, Gallimard.

HABERMAS, Jürgen (1968), « Progrès technique et monde vécu social », in *La technique et la science comme « idéologie »*, Gallimard, Paris, 1973, p. 75-96.

JEANNERET, Yves (2008), *Penser la trivialité*, Paris, Lavoisier-Hermès-sciences.

Sarah Cordonnier
Université Lumière Lyon 2, ELICO (EA 4147)